

CGT Educ'Action 69



Annonces sur la rentrée 2023 : le ministre préfère les polémiques racistes aux urgences de l'éducation nationale.

La CGT Educ'Action du Rhône dénonce les annonces du Ministre de l'Education Nationale Gabriel Attal sur les abayas. Loin de contribuer à renforcer la laïcité, ces annonces qui stigmatisent une fois de plus des jeunes filles musulmanes ou supposées musulmanes sont sources de discrimination, et alimentent une polémique raciste et islamophobe plutôt que de s'attaquer aux réels problèmes auxquels est confrontée l'école

En effet, aucun élément objectif ne permet de déterminer le caractère prétendument religieux d'une « robe ample ». Dès lors, la porte est grande ouverte à une application discriminatoire d'une telle mesure, sur la base de l'origine, la couleur de peau, les convictions religieuses réelles ou supposées des jeunes filles, leur nom... Faire la « police du vêtement », en particulier des jeunes-filles, n'est pas le rôle des personnels éducatifs, qu'il s'agisse des « crop tops » ou des « abayas ».

La CGT Educ'Action du Rhône rappelle son attachement à la loi de 1905, à la séparation des Eglises et de l'Etat et à la neutralité de l'Etat en matière religieuse, et au refus du prosélytisme religieux à l'école. Elle combat le fanatisme sous toutes ses formes. C'est fort de cet attachement qu'elle s'oppose au dévoilement de cet acquis par la mise en place de politiques discriminatoires frauduleusement justifiées au nom de la laïcité, qui n'ont d'effet que de ridiculiser la démarche laïque à laquelle nous sommes attachés. Elle dénonce l'hypocrisie gouvernementale sur la question, qui continue à tolérer que nos impôts continuent de financer l'enseignement privé confessionnel au détriment de l'enseignement public.

De même, plutôt que d'alimenter de tels polémiques racistes et islamophobes, le ministère de l'éducation nationale serait plus avisé de soutenir réellement les personnels de l'éducation nationale lorsque ceux-ci sont menacés dans l'exercice de leurs fonctions plutôt que de laisser les collègues livrés à eux et elles mêmes.

Notre syndicat n'est pas dupe sur le fait ces annonces ne permettent pas de parler des urgences de l'éducation nationale. Nous revendiquons l'amélioration des d'études des élèves en donnant les moyens aux personnels pour exercer une mission de service publique d'éducation avec des effectifs par classe plus réduits, des personnels en nombre suffisant, payés correctement et avec des conditions de travail satisfaisantes. Enfin la CGT Educ'Action du Rhône revendique aussi le retrait des réformes du lycée général, de parcours sup et du lycée pro ainsi que l'abandon du pacte enseignant.